



SNMD

musées Orsay-Orangerie

Musée d'Orsay - 62 rue de Lille - 75343 PARIS Cedex 07
tél. : 01 40 49 48 60 - mel : cgt@musee-orsay.fr

Musée de l'Orangerie - Jardin des Tuileries - 75001 PARIS
mel : org.cgt@musee-orangerie.fr

Paris, le 17 juin 2016

Ambigu

Le premier ministre, Manuel Valls, a qualifié l'affluence à la manifestation intersyndicale du 14 juin de « ridicule », niant la plus évidente réalité.

Quiconque a participé ou observé les manifestations parisiennes pour le retrait du projet de loi travail depuis le début de l'année 2016 a constaté que celle du 14 juin était exceptionnellement dense et compacte : le cortège intersyndical s'est étiré sur six kilomètres. A 18h, les derniers manifestants n'avaient pas encore quitté le point de départ, place d'Italie.

Cette manifestation du 14 juin a été jusqu'à présent la plus massive ; elle était dynamique, unitaire et motivée, pacifiste, festive et bon enfant.

Néanmoins, des médias ont cru bon de titrer : « La manifestation dévaste tout sur son passage ! »

Vers 14 h30, dans le secteur de Duroc, un triple cordon de policiers bloquait toute avancée du cortège, qui a dû s'arrêter. Toutes les rues latérales étaient fermées par des grilles métalliques et des rangées de policiers. Aucune sortie ni recul n'étant possible, le cortège s'est trouvé coincé dans une nasse.

En amont du cortège intersyndical, au carrefour Duroc, face à l'hôpital Necker, de violents affrontements ont eu lieu pendant plus d'une heure entre de nombreux casseurs et les forces de police.

Selon les autorités, 1 500 grenades lacrymogènes ont été utilisées, ainsi que 175 grenades de désencerclement.

Ces casseurs s'avèrent bien utiles au gouvernement qui a immédiatement proféré une surenchère verbale contre les syndicats, et notamment la CGT, au travers d'amalgames outranciers entre les manifestants et les casseurs. Manuel Valls a sous-entendu une complicité entre la

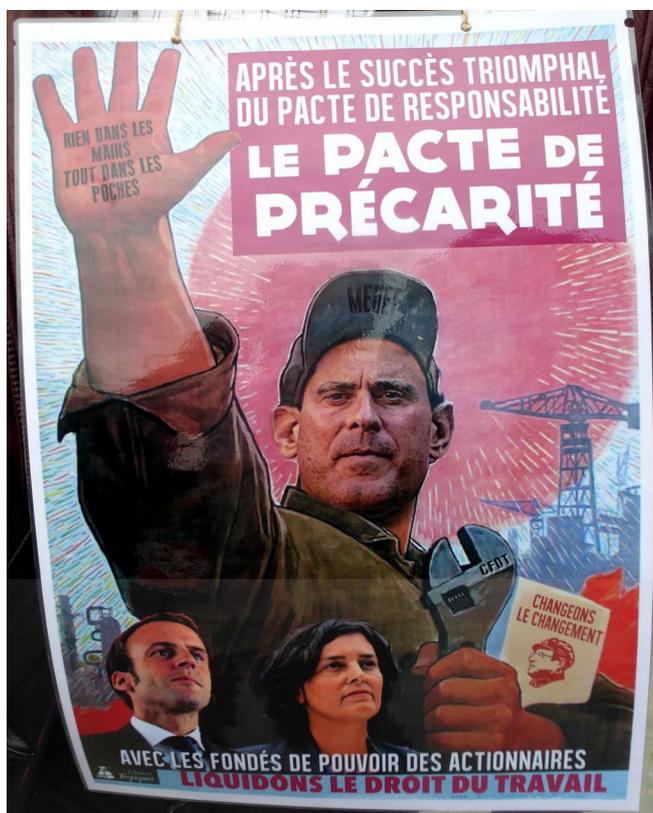


14 juin : boulevard du Montparnasse

CGT et des casseurs « qui voulaient sans doute tuer » des policiers, « des ultras qui voulaient frapper, s'en prendre à la police, tuer. »

Le pouvoir exécutif, à l'unisson, mélange terrorisme revendiqué par l'État islamique, casseurs et manifestation publique autorisée revendiquant des droits sociaux, tout en faisant silence sur les violences policières, les manifestants grièvement blessés par des grenades, et ceux sévèrement molestés.

Le gouvernement ne recule devant aucune manipulation de l'opinion publique pour discréditer le légitime mouvement social.



Les syndicats qui organisent une manifestation ne sont pas censés gérer des centaines de casseurs, dont ils condamnent fermement les actes. La France organise l'Euro de football, mais explique que ce n'est pas sa faute s'il y a des débordements de hooligans. Ce n'est pas non plus celle des syndicats !

Philippe Martinez, secrétaire général de la CGT, a précisé : « Il y a un mois, on nous a accusés d'avoir sorti les gros bras pour faire le ménage chez les casseurs, donc faudrait savoir ce qu'on attend de nous. Les violences devant [les cortèges syndicaux], c'est au ministère [de l'Intérieur] et à la préfecture de les gérer. »

Le summum a été atteint par Manuel Valls parlant de l'hôpital Necker pour enfants malades, « dévasté. »

La réalité des faits, que les syndicats condamnent avec indignation, ce ne sont pas « des hordes de manifestants violents s'en prenant aux vitres de l'hôpital » comme le déclare le ministre de l'Intérieur, mais un individu isolé qui a fracturé plusieurs parois de verre de la façade avec une masse, comme en témoigne une vidéo rendue publique.

Les dégâts sont des bris de vitres – un acte aberrant -, mais personne n'est entré dans l'hôpital, il n'y a aucun dégât à l'intérieur.

Instrumentaliser immédiatement la souffrance des enfants malades et de leurs parents pour décrédibiliser le mouvement social porté par l'intersyndicale, c'est choquant et déplacé.

Manuel Valls et Martin Hirsch sont « révoltés » par les vitres brisées, mais beaucoup moins par les conditions de travail affolantes des personnels hospitaliers, leurs horaires de travail insensés, un sous-effectif abyssal, des médecins, des urgentistes, des aides-soignantes et des infirmières épuisés, très touchés par les burn-out.